



**Conseil Économique  
et Social**

Distr.  
GÉNÉRALE

TRADE/1999/16  
16 mars 1999

FRANÇAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

COMITÉ POUR LE DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE,  
DE L'INDUSTRIE ET DE L'ENTREPRISE  
Troisième session, 8-10 juin 1999  
Point 13 de l'ordre du jour provisoire

**PRISE EN COMPTE DES QUESTIONS DE DISPARITÉ ENTRE LES SEXES**

**Note du secrétariat**

**Introduction**

1. Bien que le programme de travail de la Division du commerce soit en majeure partie composé d'activités techniques dans lesquelles les questions de disparité entre les sexes n'entrent pas en jeu, il est possible de prendre en compte ces questions dans certains domaines. Du point de vue du commerce et de l'entreprise, l'un des moyens d'évaluer si les aspects liés aux disparités entre les sexes peuvent ou non être pris en considération consiste à examiner si une activité donnée touche ou non à l'un des domaines suivants :

Propriété de l'entreprise, y compris l'investissement  
Gestion  
Emploi  
Consommation.

Néanmoins, les options sont limitées dans la mesure où de nombreuses questions relatives aux domaines susmentionnés sont de nature sociale et ne sont donc pas incluses dans le mandat de la CEE.

2. Il peut être tenu compte des disparités entre les sexes lorsque l'on traite des sujets suivants : questions juridiques, problèmes d'accès, éducation/formation et participation des femmes. Ce dernier sujet concerne des questions comme celles énumérées ci-après : quel est le pourcentage de femmes parmi les propriétaires, les cadres supérieurs, les salariés ou

les consommateurs; le taux de participation des femmes (en matière de propriété, de gestion, etc.) est-il différent de celui des hommes et, dans l'affirmative, pourquoi et quelles en sont les conséquences ?

3. Le Bureau du Comité pour le développement du commerce, de l'industrie et de l'entreprise a recommandé aux organes subsidiaires du Comité de procéder à l'évaluation mentionnée plus haut chaque fois qu'une nouvelle étude, un nouveau séminaire ou un nouvel atelier est prévu, afin de prendre en compte les aspects pertinents touchant les disparités entre les sexes.

#### **Résumé du travail déjà fait**

4. Étant donné que les activités entreprises par le Comité qui se rapportent à la facilitation du commerce et à la normalisation ne concernent pas la propriété des entreprises, l'emploi ou la consommation et que les débats du Comité sur les questions de gestion se bornent à la formulation de recommandations sur les procédures techniques et les méthodes utilisées par les dirigeants d'entreprise, on ne voit pas très bien comment une perspective tenant compte des disparités entre les sexes pourrait être intégrée dans les travaux en cours. Quant aux activités relatives à la promotion des investissements et au développement de l'entreprise, il existe des possibilités d'y intégrer la question des disparités entre les sexes mais elles sont limitées par le fait que la CEE n'a pas pour mandat d'examiner les aspects sociaux des investissements et du développement de l'entreprise.

5. En outre, on se heurte à un grave problème de ressources lorsque l'on envisage d'entreprendre des activités nouvelles ou d'élargir le champ des activités existantes. Par exemple, des statistiques de l'emploi sont actuellement recueillies pour l'industrie sidérurgique et l'industrie chimique et le secrétariat souhaiterait en étendre la portée afin d'établir une ventilation des données par sexe. Toutefois, ce ne sera probablement pas possible parce qu'il faudra peut-être interrompre la collecte des statistiques au cours des 12 prochains mois en raison du départ des deux membres du personnel qui avaient été détachés par le secteur privé aux fins de l'exécution de cette tâche. Par conséquent, les chances de pouvoir entreprendre des travaux tenant compte des disparités entre les sexes dans ces deux domaines sont aussi - à court terme du moins - assez limitées.

#### **Activités prévues**

6. L'une des voies qu'a choisies le secrétariat pour recueillir des suggestions utiles et constructives en vue de l'inclusion des aspects relatifs aux disparités entre les sexes dans le programme de travail consiste à demander au Comité d'approuver un projet visant à obtenir une plus large participation des organisations non gouvernementales qui travaillent avec des femmes sur des sujets relatifs au commerce dans la région de la CEE. Dans le cadre de ce projet, on rechercherait et on répertorierait les ONG en question puis on les inviterait à participer aux travaux du Comité, en leur adressant, dans le même temps, une documentation sur le programme de travail de la Division, ainsi qu'un calendrier des réunions.

7. En outre, au titre du programme de travail relatif au développement de l'entreprise, des ressources sont réorientées vers un nouveau programme de travail horizontal dans ce domaine, de sorte qu'il sera peut-être un peu plus facile d'intégrer les considérations liées aux spécificités de chaque sexe dans certains projets, et en particulier dans ceux qui ont trait à la gestion de l'entreprise.

-----